

## Agriculture | Un guide pour mieux accompagner la tuberculose bovine



**Pour la confédération paysanne, il est urgent de mettre fin à la culpabilisation des éleveurs touchés par la tuberculose bovine et de mettre les pouvoirs publics devant leurs responsabilités. Le syndicat a donc réalisé un guide qui se veut un outil d'accompagnement pour les éleveurs. Il a été présenté cette semaine sur l'exploitation de Jules Charmoy, éleveur bovins et de porcs plein air à Saint Aquillin, en Dordogne. Son objectif est d'apporter des réponses face à l'administration, d'informer sur les procédures. La confédération paysanne y présente également ses propositions.**

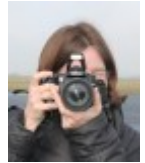
Depuis le début de cette année, la Dordogne a enregistré 30 cas de tuberculose bovine. C'est l'un des départements avec ceux de la Nouvelle-Aquitaine les plus touchés de l'Hexagone. C'est donc dans une exploitation de Dordogne, chez Jules Charmoy que la confédération paysanne a choisi cette semaine de présenter son guide "tuberculose bovine, comprendre et de défendre". *"Ce document tiré à 1000 exemplaires, travaillé au niveau national, est destiné à répondre aux besoins d'accompagnement des éleveurs, car il peut y avoir des traitements différents d'une zone géographique à l'autre, d'une situation à l'autre. L'objectif est de les aider à trouver des réponses à l'administration,"* explique Nicolas Girod, éleveur laitier dans le Jura et secrétaire national. Pour les éleveurs touchés par la tuberculose, le traumatisme reste à vif des années après comme en témoigne Patrick Busselet, éleveur dans le Ribéracois : il a été touché par deux fois par la maladie avec abattage total du cheptel. "Il faut des années pour reconstruire le troupeau. Pendant la période de reconstruction, l'éleveur prend des risques et pas seulement financiers."

Aujourd'hui en Dordogne, mais ce n'est pas le cas partout, il n'y a pas plus d'abattage total quand un animal s'avère positif, grâce notamment à une mobilisation syndicale. Globalement, la confédération dénonce la gestion de la tuberculose bovine, orientée vers une logique orientée vers une logique d'éradication qui met en grande difficulté les paysannes et paysans. *"Le but poursuivi est le maintien du statut indemne de notre pays, nécessaire aux objectifs d'exportation mais il ne faut pas oublier que la gestion de cette maladie par les services de l'Etat occasionne aussi son lot de dégâts : heures passées à la contention pour la prophylaxie ou à la reconnaissance des indemnisations, animaux abattus pour rien,"* poursuit Nicolas Girod.

La confédération paysanne dénonce également une absence de fiabilité de la méthode de dépistages. Selon le syndicat, 5 % des abattages qui sont déclenchés suite aux tests sont effectivement positifs.

### Des propositions

Jules Charmoy, tient à rappeler que la tuberculose n'a pas pas d'impact sanitaire : *"cela fait plus de 50 ans qu'il n'y a pas eu de tuberculose bovine qui est passée à l'homme. Il n'y a pas d'incidence sur la qualité de la viande. Le problème est principalement économique lié au commerce international."* Selon l'éleveur périgourdin, le principal traumatisme résulte du fait de la gestion de la crise par les services de l'Etat. Parmi les craintes, le syndicat agricole redoute la mise en place à l'avenir de mesures de biosécurité plus draconiennes et difficilement applicables sur le terrain. C'est pourquoi, la confédération paysanne fait un certain nombre de propositions dans le guide : accélérer la recherche sur des prophylaxies efficaces, sur les raisons de la rémanence de la maladie sur plusieurs zones, donner la possibilité aux éleveurs d'utiliser gratuitement l'interféron sur des animaux positifs ou douteux, renforcer la surveillance de la faune sauvage.



Claude-Hélène Yvard

*Crédit Photo : Claude -Hélène Yvard*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 13/12/2018*

*[Url de cet article](#)*